



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928

Site Internet : www.icj-cij.org Compte Twitter : [@CIJ_ICJ](https://twitter.com/CIJ_ICJ) Chaîne YouTube : [CIJ ICJ](https://www.youtube.com/CIJ_ICJ)

Page LinkedIn : [Cour internationale de Justice \(CIJ\)](https://www.linkedin.com/company/cour-internationale-de-justice)

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2020/33

Le 13 novembre 2020

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU élisent cinq membres de la Cour

LA HAYE, le 13 novembre 2020. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ont procédé hier à l'élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice pour un mandat de neuf ans qui prendra effet à compter du 6 février 2021.

Mme la juge Xue Hanqin (Chine), M. le juge Peter Tomka (Slovaquie), Mme la juge Julia Sebutinde (Ouganda) et M. le juge Yuji Iwasawa (Japon) ont été réélus membres de la Cour. M. Georg Nolte (Allemagne), a été élu nouveau membre de la Cour.

Les biographies des membres réélus figurent sur le site Internet de la Cour (www.icj-cij.org, rubrique «La Cour»). La biographie du nouveau membre élu est annexée au présent communiqué.

En février 2021, la Cour, dans sa nouvelle composition, élira en son sein un président et un vice-président pour un mandat de trois ans.

Composition de la Cour

La Cour internationale de Justice, l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, se compose de quinze juges, qui sont élus chacun pour un mandat de neuf ans et peuvent être réélus. En vue d'assurer une certaine continuité dans la composition de la Cour, celle-ci est renouvelée par tiers tous les trois ans. Aux termes de l'article 2 du Statut de la Cour, les juges sont élus «sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international». Quant à l'article 9 du Statut, il stipule que les personnes appelées à faire partie de la Cour doivent «assure[r] dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde». La Cour ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat.

Présentation des candidats

Le droit de proposer des candidats appartient à tous les Etats parties au Statut de la Cour (au nombre de 193 actuellement). Toutefois, les présentations de candidats ne sont pas faites directement par les gouvernements, mais par les «groupes nationaux» de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) ou, pour les Etats qui n'en sont pas membres, par des groupes nationaux constitués de la même façon. La Cour permanente d'arbitrage, dont le siège est à La Haye, a été établie par les conventions de La Haye de 1899 et de 1907. Chaque Etat partie à ces conventions dispose de son propre groupe national, c'est-à-dire d'un groupe de quatre juristes au maximum susceptibles d'être appelés à faire partie d'un tribunal arbitral dans le cadre des conventions susmentionnées. Lorsqu'il doit être pourvu aux sièges devenus vacants à la Cour internationale de Justice par voie d'élection, chaque groupe national peut présenter jusqu'à quatre candidats, dont deux au maximum de sa propre nationalité. Les autres candidats peuvent posséder n'importe quelle autre nationalité. Les noms des candidats doivent être communiqués au Secrétaire général des Nations Unies.

Procédure d'élection

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité. Ces organes votent en même temps, mais indépendamment l'un de l'autre. Cette façon de procéder vise à faire en sorte, autant que possible, que le vote d'un organe n'influe pas sur celui de l'autre. Pour être déclaré élu, un candidat doit avoir obtenu la majorité absolue dans l'un et l'autre des organes, soit, à l'heure actuelle, 97 voix à l'Assemblée générale et huit au Conseil de sécurité, où aucun droit de veto ne joue pour la circonstance et où aucune distinction n'est faite entre les voix des membres permanents et celles des membres non permanents du Conseil.



L'Assemblée générale des Nations Unies élit des membres de la Cour internationale de Justice (Photo ONU/Eskinder Debebe).



Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies élit des membres de la Cour internationale de Justice (Photo ONU/Manuel Elias).

Remarque : Les communiqués de presse de la Cour sont établis par le Greffe de celle-ci à des fins d'information seulement et ne constituent pas des documents officiels.

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946. La Cour est composée de 15 juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas). La Cour a une double mission, consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire et sont sans appel pour les parties concernées) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes de l'ONU et les institutions du système dûment autorisées à le faire.

Département de l'information :

M. Andreï Poskakoukhine, premier secrétaire de la Cour, chef du département (+31 (0)70 302 2336)
Mme Joanne Moore, attachée d'information (+31 (0)70 302 2337)
M. Avo Sevag Garabet, attaché d'information adjoint (+31 (0)70 302 2394)
Mme Genoveva Madurga, assistante administrative (+31 (0)70 302 2396)

Nolte, Georg Nolte (Allemagne)

[Original : anglais]

Georg Nolte, né à Bonn, Allemagne, le 3 octobre 1959

Situation/fonction actuelle

Professeur de droit international, Université Humboldt de Berlin (depuis avril 2008)

Membre de la Commission du droit international (CDI) (depuis janvier 2007)

- Rapporteur spécial sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités (2012-2018)
- Président de la Commission du droit international (pour sa 69^e session en 2017)
- Président du Groupe d'étude sur les traités dans le temps (2009-2012)

Postes précédents

Professeur de droit international, Ludwig-Maximilians-Universität München (2004-2008)

Doyen de la faculté de droit, Université de Göttingen (2004)

Professeur de droit international, Université de Göttingen (1999-2004)

Membre associé, Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg, (1987-1999)

Chercheur invité et professeur invité

Université de Princeton (chercheur invité 2013-2014)

Université d'État de l'Oural du Sud, Tchéliabinsk (professeur invité, 2010)

Wissenschaftskolleg zu Berlin – Institut d'études avancées (chercheur invité, 2006-2007)

Université Panthéon-Assas (Paris 2) (Professeur invité 2004)

All Souls College, Oxford (chercheur invité, 2003-2004)

Université de New York, faculté de droit (chercheur invité 1992)

Formation

Doctorat de l'Université de Heidelberg (1991)

Etudes de droit, de relations internationales et de philosophie à la Freie Universität Berlin et à l'Université de Genève (1977-1983)

Autres mandats et fonctions actuels ou anciens (sélection)

Membre de l'Institut de droit international (depuis 2019, Associé depuis 2015)

Président de la German Society of International Law (2013-2017 ; Vice-président (2009-2013), membre du Conseil (depuis 2017)

Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise du Conseil de l'Europe) (2000-2007)

Co-Président du Groupe de recherche Berlin-Potsdam « The International Rule of Law – Rise or Decline? »(depuis 2015)

Membre du Conseil de fondation de l'Institut de hautes études internationales et du développement (Institut universitaire de hautes études, Genève) (depuis 2018)

Membre du Conseil consultatif de droit international public du Ministère fédéral allemand des affaires étrangères (depuis 2006)

Membre du groupe consultatif international pour le Restatement (Fourth) on Foreign Relations Law de l'American Law Institute (2014-2017)

Membre de la Commission du Bundestag sur le contrôle et la sauvegarde des droits parlementaires concernant les mandats des missions de la Bundeswehr (forces armées fédérales) à l'étranger (2014-2015)

Membre du Conseil de direction de la German Foundation for Peace Research (2006-2015)

Membre du Conseil consultatif de recherche du Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) (2013-2017)

Membre du Conseil consultatif scientifique : *Revue belge de droit international* (Bruxelles) ; *Die Friedens-Warte – Journal of International Peace and Organization* (Berlin) ; *Goettingen Journal of International Law* (Göttingen) ; *Indian Yearbook of Comparative Law* (New Delhi) ; *Comparative Constitutional Law and Administrative Law Quarterly* (Jodhpur) ; *Anuario Mexicano de Derecho Internacional* (Annuaire mexicain du droit international) (Mexico)

Contributions aux travaux de la Commission du droit international

Rapports présentés en tant que Rapporteur spécial sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités (2012-2018)

- Cinquième rapport sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, par Georg Nolte, Rapporteur spécial, A/CN.4/715, 28 février 2018, à l'adresse <https://legal.un.org/docs/index.asp?symbol=A%2FCN%2E4%2F715&referer=http://legal.un.org/cod/&Lang=F>
- Quatrième rapport sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, par Georg Nolte, Rapporteur spécial, A/CN.4/694, 7 février 2016, à l'adresse <https://legal.un.org/docs/index.asp?symbol=A%2FCN%2E4%2F694&referer=http://legal.un.org/cod/&Lang=F>
- Troisième rapport sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, par Georg Nolte, Rapporteur spécial, A/CN.4/683, 7 avril 2015, à l'adresse <https://legal.un.org/docs/index.asp?symbol=A%2FCN%2E4%2F683&referer=http://legal.un.org/cod/&Lang=F>
- Deuxième rapport sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, par Georg Nolte, Rapporteur spécial, A/CN.4/671, 26 mars 2014, à l'adresse <https://legal.un.org/docs/index.asp?symbol=A%2FCN%2E4%2F671&referer=http://legal.un.org/cod/&Lang=F>
- Premier rapport sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, par Georg Nolte, Rapporteur spécial, A/CN.4/660, 19 mars 2013, à l'adresse <https://legal.un.org/docs/index.asp?symbol=A%2FCN%2E4%2F660&referer=http://legal.un.org/cod/&Lang=F>

Rapports du Groupe d'étude sur les traités dans le temps :

- 2010 : Jurisprudence of the International Court of Justice and Arbitral Tribunals of Ad Hoc Jurisdiction Relating to Subsequent Agreements and Subsequent

Practice, dans *Treaties and Subsequent Practice* (Georg Nolte dir.), Oxford 2013, p. 169-209

- 2011 : Jurisprudence Under Special Regimes Relating to Subsequent Agreements and Subsequent Practice, dans *Treaties and Subsequent Practice* (Georg Nolte dir.), Oxford 2013, p. 210-306
- 2012 : Subsequent Agreements and Subsequent Practice of States Outside of Judicial or Quasi-judicial Proceedings, dans *Treaties and Subsequent Practice* (Georg Nolte dir.), Oxford 2013, p. 307-386

Déclarations de Georg Nolte à la Commission du droit international, disponibles à l'adresse suivante : https://nolte.rewi.hu-berlin.de/doc/pub/ilc-statements-nolte-18_10_11.pdf

Carrière juridique (sélection)

Agent du gouvernement fédéral allemand auprès de la Cour constitutionnelle fédérale allemande dans le cadre de l'affaire 2 BvE 2/07 portée par le groupe parlementaire DIE LINKE au Bundestag allemand contre le gouvernement fédéral (« déploiement d'avions Tornado en Afghanistan »)

Expert dans l'affaire *Hulley Enterprise Limited, Veteran Petroleum Limited et Yukos Universal Limited c. la Fédération de Russie* (devant un tribunal arbitral international et des tribunaux nationaux)

Publications (sélection)

Ouvrages

Treaties and their Practice – Symptoms of their Rise or Decline, Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de la Haye : Collected Courses of the Hague Academy of International Law, vol. 392 (2017), p. 205-397 ; également publié dans la série des « Livres de poche de l'Académie de droit international de La Haye » (2018)

The International Rule of Law – Rise or Decline?, Oxford (Oxford University Press) 2019, (directeur de publication avec Heike Krieger et Andreas Zimmermann)

Community Interests across International Law (Oxford University Press) 2018 (directeur de publication avec Eyal Benvenisti)

The Interpretation of International Law by Domestic Courts (Oxford University Press) 2016 (directeur de publication avec Helmut Aust)

Treaties and Subsequent Practice (Oxford University Press), 2013 (dir.)

The Charter of the United Nations: A Commentary (Oxford University Press), 3^e éd. 2012 (directeur de publication avec Bruno Simma, Daniel-Erasmus Khan et Andreas Paulus)

Peace through International Law – The Role of the International Law Commission. A Colloquium at the Occasion of its Sixtieth Anniversary (Springer) 2009 (dir.)

Le droit international face au défi américain, Paris (Université Panthéon-Assas, Paris II – Cours et travaux No 6) 2005

The Welfare State, Globalization and International Law, Berlin (Springer) 2003 (directeur de publication avec Eyal Benvenisti)

United States Hegemony and the Foundations of International Law, Cambridge (Cambridge University Press) 2003 (directeur de publication avec Michael Byers)

Eingreifen auf Einladung – Zur völkerrechtlichen Zulässigkeit des Einsatzes fremder Truppen im internen Konflikt auf Einladung der Regierung (Intervention sur invitation – Recours à la force par des troupes étrangères dans des conflits internes sur invitation d'un gouvernement conformément au droit international), Berlin (Springer) 1999

Articles

Note introductive au numéro spécial de la Conférence internationale sur les représentations d'apprentissage sur les résultats des travaux de la CDI relatifs aux accords et à la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, dans *International Community Law Review* 22 (2020), p. 4-13

How to Identify Customary International Law? – On the Outcome of the Work of the International Law Commission, à paraître dans le *Japanese Yearbook of International Law*, vol. 62 (2019), p. 251-273

International Organizations in the Recent Work of the International Law Commission, dans vol. 2 (2019) *AIIB Yearbook of International Law* p. 225-242

The International Law Commission and Community Interests, dans *Community Interests Across International Law* (E. Benvenuti & G. Nolte dir.), Oxford 2018, p. 101-117 ; présenté en partie dans la médiathèque de droit international de l'ONU, disponible à l'adresse suivante : http://legal.un.org/avl/ls/Nolte_IL.html

Afghanistan 1979-1980, dans : *The Use of Force in International Law* (Tom Ruys et Olivier Corten dir.), Oxford University Press 2018 (avec Janina Barkholdt), p. 297-305

Court Generated State Practice?, dans *Austrian Review of International and European Law*, vol. 20 (2015), p. 17-23

Strukturwandel der internationalen Beziehungen und Völkerrechtspolitik, dans : *Polis und Kosmopolis – Festschrift für Daniel Thürer* (Giovanni Biaggini/Oliver Diggelmann/Christine Kaufmann dir.), Baden-Baden (Nomos) 2015, p. 557-563

Subsequent Treaty Practice – The Work of the ILC, in *Select Proceedings of the European Society of International Law*, Vol. 5, 2014 (Christina Binder/Mary Footer/August Reinisch dir.), Oxford 2016, p. 219-225

Relecture de l'« Analyse critique de l'intervention américaine au Vietnam » de Charles Chaumont (1968-I), dans : *Revue belge de droit international* vol. 48 (2015), p. 380-384

The Fourth Restatement of Foreign Relations Law of the United States, dans : *Proceedings of the 108th Annual Meeting of the American Society of International Law*, 2014, p. 27-31

Multipurpose Self-Defence, Proportionality Disoriented, dans *European Journal of International Law* 24 (2013), p. 283-290

Article 51 (Self-defense), dans *The Charter of the United Nations – A Commentary* (Bruno Simma/Daniel-Erasmus Khan/Georg Nolte/Andreas Paulus dir.), Oxford, 3^e éd. 2012, p. 1397-1428 (avec Albrecht Randelzhofer)

Article 2 (7) (Duty of Non-Intervention) dans *The Charter of the United Nations – A Commentary* (Bruno Simma/Daniel-Erasmus Khan/Georg Nolte/Andreas Paulus dir.), Oxford, 3^e éd. 2012, p. 280-311

The Resolution of the Institut de Droit International on Military Assistance on Request, dans *Revue belge de droit international* 45 (2012), p. 241-262

International Law and the Rule of Law at the National Level, dans *Rule of Law Dynamics in an Era of International and Transnational Governance* (M. Zürn/A. Nollkaemper/R. Peerenboom dir.), Cambridge 2012, p. 48-67 (avec Helmut Philipp Aust)

Persisting and Developing between Hope and Threat: International Law During the Past Two Decades and Beyond, dans *Select Proceedings of the European Society of International Law* (J. Crawford/S. Nouwen dir.), Oxford 2012, p. 75-78

The International Law Commission Facing the Second Decade of the Twenty-first Century, dans *From Bilateralism to Community Interest – Essays in Honour of Bruno Simma* (U. Fastenrath/R. Geiger/D.-E. Khan/A. Paulus/S. von Schorlemer/Chr. Vedder dir.), Oxford University Press 2011, p. 781-792

Thin or Thick? The Principle of Proportionality and International Humanitarian Law, dans *Law & Ethics of Human Rights* 4 (2010), p. 244-255

Equivocal Helpers – Complicit States, Mixed Messages and International Law, dans *International and Comparative Law Quarterly* 58 (2009), p. 1-30 (avec Helmut Philipp Aust)

The Different Functions of the Security Council with Respect to Humanitarian Law, dans *The United Nations Security Council and War* (Vaughan Lowe/Adam Roberts/Jenifer Welsh/Dominik Zaum dir.), Oxford (OUP) 2008, 519-535

Between Informed Pragmatism, Morality and Form, dans *Regards d'une génération sur le droit international* (Emmanuelle Jouannet/Hélène Ruiz Fabri/Jean-Morel Sorel dir.), Paris (Pedone) 2008, p. 277-286

The Recognition and Protection of Cultural Diversity in International Law, dans *L'Observateur des Nations Unies* 23 (2007), 69-94, également publié sous le titre Cultural Diversity in International Law, dans *Cursos Euromediterráneos Bancaja de Derecho Internacional XI/XII* (2007) p. 883-904

Sobre crisis y crecimiento del derecho internacional en sesenta años de Naciones Unidas, dans *Anuario Mexicano de Derecho Internacional*, 7 (2007) p. 227-248

Secession and External Intervention, in *Secession – International Law Perspectives* (Marcelo G. Köhler dir.), Cambridge (CUP) 2006, p. 65-93

Universal Jurisdiction in the Area of Private Law: The Alien Tort Claims Act, dans *The Fundamental Rules of the International Legal Order* (Chr. Tomuschat/J.-M. Thouvenin dir.), Amsterdam (Brill) 2006, p. 373-384

From Dionisio Anzilotti to Roberto Ago – The Classical Law of State Responsibility and the Traditional Primacy of a Bilateral Conception of Inter-State Relations, dans *European Journal of International Law* 5 (2002), p. 1983-1998 ; version française : De Dionisio Anzilotti à Roberto Ago – Le droit international classique de la responsabilité internationale et la prééminence de la conception bilatérale des relations inter-étatiques, dans *Obligations multilatérales, droit impératif et responsabilité internationale des États* (Pierre-Marie Dupuy dir.), Paris 2003, p. 5-23

Germany: Ensuring Political Legitimacy for the Use of Military Forces by Requiring Constitutional Accountability, dans : *Democratic Accountability and the Use of Force in International Law* (Charlotte Ku/Harold K. Jacobson dir.), Cambridge 2003, p. 231-253

Investigating Powers of the International Tribunal for the Former Yugoslavia vis à vis States and High Government Officials, mémoire en qualité d'amicus curiae présenté par l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dans l'affaire *Le Procureur c. Tihomir*

Blaskic, dans *Max-Planck-Yearbook of United Nations Law* 1 (1997), p. 349-398 (avec Jochen A. Frowein, Karin Oellers-Frahm et Andreas Zimmermann)

The Good Offices of the Secretary-General, dans *United Nations, Divided World – The UN's Roles in International Relations* (Adam Roberts/Benedict Kingsbury dir.), Oxford, 2^e éd. 1993, p. 143-182 (avec Thomas M. Franck)

Restoring Peace by Regional Action – International Legal Aspects of the Liberian Conflict, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 53 (1993), p. 603-637

(Liste complète des publications à l'adresse suivante : <http://nolte.rewi.hu-berlin.de/pub>)

Contributions aux travaux de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe

(Projets, avis disponibles sur <http://www.venice.coe.int/>)

CDL-AD(2010)051 : On the Existing Mechanisms to Review the Compatibility with Human Rights Standards of Acts by UNMIK and EULEX in Kosovo

CDL-AD(2006)009 : Avis sur les obligations juridiques internationales des Etats membres du Conseil de l'Europe en ce qui concerne les lieux de détention secrets et le transport interétatique de prisonniers

CDL-AD(2006)005 : Opinion on the draft decision on the limitation of parliamentary immunity and the conditions for the authorisation to initiate investigation in relation with corruption offences and abuse of duty of Albania

CDL-AD(2005)029 : Final Opinion on the Provisions on the Amendments to the Election Code of the Republic of Azerbaijan

CDL-AD(2005)023 : Avis sur les dispositions relatives au pouvoir judiciaire du projet de Constitution de la République de Serbie

CDL-AD(2005)018 : Opinion on Proposed Amendments to the Election Code of the Republic of Azerbaijan

CDL-AD(2004)043 : Draft Opinion on the Proposal to Amend the Constitution of the Republic of Moldova (Introduction of the Individual Complaint to the Constitutional Court)

CDL-AD(2004)042 : Opinion on the Draft Federal Law amending the Federal Law “on General Principles governing the Organisation of Legislative (Representative) and Executive State Authorities of Constituent Entities of the Russian Federation” and the Federal Law “on Fundamental Guarantees of Russian Federation Citizens’ Electoral Rights and Right to Participate in a Referendum” adopted by the Commission at its 61st Plenary session (Venice, 3-4 December 2004)

CDL-AD(2004)033 : Opinion on Human Rights in Kosovo: Possible Establishment of Review Mechanisms

CDL-AD(2004)011 : Amicus Curiae Opinion on the Relationship Between the Freedom of Expression and Defamation with Respect to Unproven Defamatory Allegations of Fact as Requested by the Constitutional Court of Georgia

CDL-AD(2003)018 : Opinion on the Possible Need for Further Development of the Geneva Conventions

CDL-AD(2003)015 : Joint Final Assessment of the Electoral Code of the Republic of Azerbaijan by the Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), of

the OSCE and the European Commission for Democracy through Law (Commission de Venise, Conseil de l'Europe) *voir aussi* CDL (2003) 054

CDL-AD(2003)002 : Opinion on the Draft Constitution of the Chechen Republic

CDL(2002)131 : Preliminary Assessment of the Draft Election Code of the Republic of Azerbaijan *and* CDL(2002)136 : Comments on the Draft Election Code of the Republic of Azerbaijan

CDL-AD(2002)013 : Guidelines on Elections (as member of the Council for Democratic Elections)

CDL-AD(2002)027 : Opinion on the Law on Assemblies of the Republic of Moldova *aussi* CDL (2002) 122 : Comments on the Law on Assemblies of the Republic of Moldova

CDL-AD(2002)011 : Opinion on the « Draft Proposal for Rules of Procedure of the Assembly of the Republic of Macedonia » *aussi* CDL (2002)083

CDL(2002)046 : Comments of the Venice Commission's Working Group on the amended Draft Constitutional Law on Regulation of the Exercise of Human Rights and Freedoms in the Republic of Azerbaijan

CDL(2002)005 : Opinion on the Draft Law on the Agency of Bosnia and Herzegovina for Information and Protection

CDL(2001)107 : Ukraine: Preliminary Comments on the Law on Elections of People's Deputies

CDL(2001)085 : Opinion on the Draft Law on the Establishment of the Federation of Bosnia and Herzegovina Intelligence and Security Service

CDL(2001)047 : Opinion on the Bill on the Regulation and Functioning of the Parliamentary Investigation Commissions of the Republic of Albania

CDL(2002)025rev : Draft Opinion: Draft Law on the Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan *voir aussi* CDL (2002)023, CDL-INF (2001)028 et CDL (2001)110

CDL(2000)091 : Draft Law on the Organisation and Functioning of the Council of Ministers of the Republic of Albania

CDL(2000)063 : Law on Parliamentary Elections of the Republic of Azerbaijan

CDL(2000)057 : Revision of the Constitution of the Federation of Bosnia and Herzegovina, Preliminary Opinion on the Issue of Shared Competences

CDL-INF(2000)017 : Law on Parliamentary Elections of the Republic of Azerbaijan